

Convention collective

IDCC : 9553. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE
(MEUSE)**

(28 septembre 1967)

(Étendue par arrêté du 29 janvier 1968,
Journal officiel du 8 mars 1968)

AVENANT N° 128 DU 4 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0797161M*

IDCC : 9553

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Meuse ;

Le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers de Lorraine,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats de la Meuse CFDT ;

L'union départementale des syndicats de la Meuse CFE-CGC ;

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est créé une annexe VI rédigée comme suit :

ANNEXE VI

**Dispositions particulières concernant le personnel
relevant d'activités agri-touristiques**

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant complète ou adapte, en ce qui concerne les salariés occupés exclusivement dans les structures agri-touristiques et dans les activi-

tés de vente directe, de diversification, les dispositions de la convention collective de travail du 28 septembre 1967 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, les élevages spécialisés, de production fruitière et viticole, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers du département de la Meuse.

Les autres dispositions de cette convention collective s'appliquent à ces salariés pour les matières qui ne sont pas traitées par le présent avenant.

Celui-ci s'applique aux établissements de toute nature (dirigés par l'exploitant agricole) ayant pour objet la transformation, le conditionnement et la commercialisation de produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ainsi qu'aux structures d'accueil touristique ou pédagogiques qui ont pour support l'exploitation agricole à l'exclusion des centres équestres.

Article 2

Classification des emplois agri-touristiques et de diversification

Niveau I : emplois d'exécutant

Echelon A : emploi comportant des tâches d'exécution simple, parfois répétitives ne nécessitant aucune connaissance particulière ni aucune expérience professionnelle particulière. Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises sans avoir à faire preuve d'initiative.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : plonge, aide de cuisine, aide à la transformation de produits fermiers, ménage, commis de salle...

Echelon B : emploi comportant des tâches sans difficulté particulière, dont l'exécution requiert toutefois un temps d'adaptation nécessaire à la maîtrise des savoir-faire. Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises et ne nécessitent que peu d'initiative de la part du titulaire.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : accueil, employé de salle...

Niveau II : emplois spécialisés

Echelon A : emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes nécessitant plus d'initiative et une bonne maîtrise des savoir-faire. L'exécution des tâches est réalisée à partir de consignes plus générales.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : préparation et entretien des chevaux, encaissements...

Echelon B : emploi comportant la participation occasionnelle à des travaux qualifiés. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer l'entretien courant selon des consignes données.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : second de cuisine, vente de produits fermiers...

Emploi correspondant au référentiel CAPA ou équivalent

Niveau III : emplois qualifiés

Echelon A : emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées nécessitant une certaine autonomie dans le cadre d'instructions reçues. Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail et prend les initiatives nécessaires suivant les conditions particulières rencontrées sur le terrain.

Dans l'accomplissement de sa tâche, le titulaire de l'emploi peut être assisté d'autres salariés dont il guide le travail grâce à ses connaissances et son expérience professionnelle.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : cuisinier, animateur équestre et pédagogique, responsable de salle, responsable de la transformation de produits fermiers, gestion des stocks...

Echelon B : emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées plus large. Le titulaire dispose d'une plus grande autonomie quant à l'organisation de son travail dans le cadre des instructions données. Il prend les dispositions nécessaires pour s'adapter aux changements survenant lors de l'exécution du travail.

Emploi correspondant au référentiel BEPA ou équivalent

Niveau IV : emplois hautement qualifiés

Echelon A : emploi comportant l'organisation et l'exécution du travail dont le titulaire assume la responsabilité dans le cadre de directives périodiques données, concernant les indications générales sur la planification du travail et les résultats attendus.

Il exige des connaissances et une expérience professionnelle éprouvées permettant de participer aux décisions techniques, de réaliser une utilisation optimale des moyens mis à disposition, d'observer, d'apprécier, de diagnostiquer et d'en rendre compte à l'encadrement ou au chef d'entreprise.

Echelon B : Emploi pouvant comporter en outre la participation à des fonctions complémentaires directement liées à son activité sous la responsabilité d'un cadre ou du chef d'entreprise.

Il peut également comporter la nécessité d'assurer la surveillance rapprochée de l'exécution du travail d'un ou plusieurs aides à partir de directives données par l'encadrement ou le chef d'exploitation et de façon accessoire et temporaire, l'organisation du travail en équipe.

Emploi correspondant au référentiel BTA ou équivalent

Les parties signataires conviennent également que certains emplois peuvent relever le cas échéant de la classification cadre telle que prévue par la convention collective du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagement ruraux et forestiers et des CUMA de Meuse et dans les conditions prévues par celle-ci.

Article 3

Horaires de fin de journée

Sans préjudice des dispositions des articles L. 213-1 et suivants du code du travail régissant le travailleur de nuit et de façon exclusive pour les activités entrant dans le champ d'application du présent avenant tel que défini à l'article 1^{er}, les horaires de travail se situant entre 22 heures et 7 heures donnent lieu à une majoration de 15 %.

Cette majoration ne se cumule pas avec les majorations relatives au paiement des heures supplémentaires.

Article 4

Rémunération du travail du dimanche et des jours fériés

Article 4.1

Dimanches travaillés

De façon exclusive, pour les activités entrant dans le champ d'application du présent avenant, et compte tenu de leur caractère habituel lié au bon fonctionnement de l'entreprise, les heures de travail effectuées le dimanche ne sont pas majorées.

Article 4.2

Jours fériés travaillés

Article 4.2.1

1^{er} Mai travaillé

Le salarié qui travaille le 1^{er} Mai reçoit, en plus de la rémunération de ses heures de travail, l'indemnité qui lui serait versée pour le chômage de ce jour férié.

Article 4.2.2

Autres jours fériés travaillés

Lorsque les autres jours fériés travaillés tombent un dimanche, ceux-ci ne sont pas majorés.

Par contre, lorsque ces jours fériés sont travaillés un autre jour que le dimanche, ceux-ci donnent lieu à une majoration de 15 %.

Cette majoration ne se cumule pas avec les majorations relatives au paiement des heures supplémentaires et avec celle prévue dans le cadre des horaires de fin de journée.

Article 5

Repos quotidien et hebdomadaire

Le salarié devra bénéficier d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives.

De même, pour les activités entrant dans le champ d'application du présent avenant, et quel que soit son temps de travail et la nature de son contrat, le salarié devra bénéficier d'un repos hebdomadaire de 24 heures consécutives.

Ce repos pourra être pris un autre jour que le dimanche selon les modalités fixées par les dispositions de l'article L. 714-1 du code rural.

Article 6

Date d'application

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Meuse.

Fait à Bar-le-Duc, le 4 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)